

MACRON, UN BILAN AFRICAIN (2/4)

Au Sahel, la défaite des idéologues

Élection présidentielle, J-5 · Face à l'hostilité de la junte au pouvoir à Bamako, Emmanuel Macron a été contraint d'annoncer le retrait des troupes françaises du Mali. Cette décision sonne le glas de l'opération Barkhane et illustre l'échec de la France à sortir de cette guerre par le haut. Une défaite autant militaire que politique, qui s'explique en partie par l'aveuglement de l'exécutif français.

> RÉMI CARAYOL > 5 AVRIL 2022

QUAND IL ARRIVE À L'ÉLYSÉE, LE

14 mai 2017, Emmanuel Macron est un « bleu » en matière militaire. Et il ne connaît pas grand-chose à l'Afrique. Il ne s'y est pas attardé durant la campagne. Son programme n'abordait pas vraiment ces deux questions, hormis la promesse floue d'« *augmenter les moyens de nos armées* » et celle, banale, de « *défendre une nouvelle politique en Afrique où la paix et l'esprit d'entreprise construiront le siècle qui commence* ». Pas un mot en revanche sur l'opération militaire Barkhane, que lui laisse en héritage François Hollande.

Cet article a été initialement publié sur le site Basta !, avec lequel Afrique XXI a conclu un partenariat. Il a été légèrement modifié et actualisé par son auteur.

Ce dernier s'était façonné une stature de « chef de guerre » après avoir lancé deux opérations d'envergure sur le continent africain - Serval en janvier 2013 au Mali (devenue Barkhane en juillet 2014) et Sangaris en décembre 2013 en Centrafrique -

et une autre en Irak et en Syrie, Chammal, en septembre 2014. Quand Macron lui succède, la France a retiré ses troupes de la Centrafrique, mais elle poursuit ses opérations au Sahel et au Levant – l'opération Chammal entrant dans le cadre de la coalition internationale contre l'État islamique.

Très vite, Macron semble vouloir revêtir le même costume que son prédécesseur. Cinq jours après sa prise de fonction, il se rend donc à Gao, au nord du Mali, où se trouve le principal camp de la force Barkhane. Le message est clair : lui aussi sera un chef de guerre attentif à « ses » hommes. « Dès mon installation, lance-t-il aux militaires, j'ai voulu donner le premier rang aux armées française ». Aux journalistes, il [affirme](#), bravache : « L'opération Barkhane, elle ne s'arrêtera que le jour où il n'y aura plus de terroristes islamistes dans la région, et où la souveraineté pleine et entière des États du Sahel sera restaurée. Pas avant ! »

LE POIDS DES « NÉOCONS »

Dans les cabinets de son ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, et de sa ministre des Armées, Florence Parly, c'est une vision néoconservatrice qui prédomine. « Ils sont persuadés qu'il s'agit d'une guerre de civilisation », déplore un diplomate français ayant requis l'anonymat. « Ce sont des faucons formés à l'école de la crise irakienne qui croient sincèrement à la lutte contre le terrorisme. C'est de la pure idéologie », renchérit une chercheuse spécialisée sur le Sahel et les questions militaires ayant requis l'anonymat pour ne pas mettre dans l'embarras certaines de ses sources.

Cette conception des conflits contemporains, particulièrement en vogue dans les États-Unis de Georges W. Bush (président de 2001 à 2009), a marqué le quinquennat du début à la fin. Emmanuel Macron l'avait d'ailleurs exposée devant les militaires de la force Barkhane en mai 2017 à Gao. « Vous êtes plus que jamais nos sentinelles et notre rempart contre les débordements du terrorisme, de l'extrémisme, du fanatisme », avait-il indiqué, avant de se lancer dans une ode à [l'histoire coloniale de l'armée française](#) : « Ici, vous êtes l'avant-garde de la République, comme avant vous le furent sur ce continent tant de générations de militaires [...] vous êtes les héritiers de cette longue lignée de soldats venus servir sur ce continent dans les airs, sur mer, sur terre et vous faites honneur à cette lignée. »

En réalité, le nouveau président sait qu'il devra faire évoluer le dispositif, qui compte alors plus de 4 000 hommes opérant, sur le papier, dans cinq pays : la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad. En réalité, les soldats français interviennent essentiellement au Mali, et plus rarement au Niger et au Burkina. Les hauts-gradés l'ont prévenu : cela ne pourra pas durer, la force militaire risque de s'enliser et de perdre le soutien des populations locales. Déjà en 2017, des chercheurs [alertent](#) sur l'« horizon compromis » de cette opération.

UNE ALLIANCE COUPABLE

Le président français fixe alors deux priorités. Aux diplomates, il demande de préparer l'après-Barkhane. La France va dès lors faire feu de tout bois pour mettre sur pieds des structures capables d'assurer la relève. Au fil des ans, les sommets vont se succéder, et les entités s'empiler les unes sur les autres, parfois même les unes contre les autres. Il y a la force conjointe du G5-Sahel (qui réunit les cinq pays cités plus haut), la force Takuba (qui réunit des forces spéciales de certains États européens, sous commandement français), l'Alliance Sahel (censée fédérer les projets de développement), la Coalition pour le Sahel, ou encore le Partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel... Aucune de ces structures, qu'elles soient militaires ou civiles, n'a eu de résultats concrets sur le terrain.

Macron demande en outre à l'Agence française de développement (AFD) de se rapprocher de l'armée et d'interagir avec elle sur le théâtre des opérations. Une stratégie critiquée, tant par des diplomates que par des cadres de l'AFD (**lire l'encadré au pied de cet article**).

Dans le même temps, le président français exige des militaires d'obtenir plus de résultats – et des résultats exploitables dans le champ de la communication. « *Au fil du temps, la force Barkhane avait fini par s'endormir. L'ennemi nous fuyait. Nous avions tendance à nous reposer sur nos lauriers. Macron a voulu redynamiser tout ça* », indique un conseiller de l'Élysée ayant lui aussi requis l'anonymat. Le président a exigé des militaires qu'ils tapent plus fort. Pour ce faire, ces derniers ont adopté des choix tactiques qui leur seront reprochés par la suite.



Une patrouille de la force Barkhane, en mars 2022, en territoire nigérien.
© Ministère des Armées

Ils se sont notamment alliés, sur le terrain, à des milices, le MSA (Mouvement pour le salut de l'Azawad) et le Gatia (Groupe d'autodéfense touareg imghad et alliés), **accusées** d'avoir commis des massacres contre des civils. Cette coopération, qui s'est manifestée par des opérations conjointes dans la zone frontalière entre le Mali et le Niger, a débuté en juin 2017, soit quelques jours après la prise de fonction de l'actuel président français. Elle s'est poursuivie pendant près d'un an, en dépit

des [accusations](#) portées contre ces deux milices, notamment par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma), l'opération de maintien de la paix des Nations unies. En juin 2018, la mission des Nations unies au Mali avait estimé, dans un rapport consulté par Afrique XXI, à 143 le nombre de civils tués par ces deux groupes armés. Peu de temps après, l'exécutif français a exigé l'arrêt de cette collaboration.

L'ARMEMENT DES DRONES, UN TABOU LEVÉ

Pour obtenir plus de résultats, Emmanuel Macron a en outre décidé de lever un tabou en acceptant une vieille revendication des militaires : l'armement des drones. Jean-Yves Le Drian, qui craignait des réactions négatives à gauche, s'y était opposé durant le quinquennat de François Hollande, sous lequel il était ministre de la Défense. Florence Parly, elle, n'a pas eu ces états d'âme. Quelques jours après l'élection de Macron, un [rapport sénatorial](#) ouvre la voie à l'armement des drones.

Deux mois plus tard, la ministre, qui estime que les enjeux « *ont été parfaitement identifiés et expliqués* » par les sénateurs, annonce sa décision d'armer les drones militaires français et fait le lien avec l'opération Barkhane : « *Les drones sont devenus des moyens incontournables dans les opérations que nous menons au Sahel* », déclare-t-elle à l'occasion de l'université d'été de la Défense organisée à Toulon. Fin 2019, c'est acté, les drones sont équipés de bombes GBU-12, tandis que la force dispose également d'avions de chasse. Les frappes aériennes se multiplient.

Certaines ont abouti à des « bavures ». La plus connue est celle de Bounti : le 3 janvier 2021, un avion de chasse Mirage 2000 de l'armée française a bombardé un rassemblement d'hommes à proximité de ce village du centre du Mali, tuant 22 personnes. Selon elle, il s'agissait de djihadistes. Mais des [enquêtes journalistiques](#) et un [rapport](#) de l'ONU affirment qu'il s'agissait, pour 19 d'entre eux, de civils qui participaient à une cérémonie de mariage. La France ne l'a pas reconnu.

Quelques semaines plus tard, le 25 mars, un drone a [frappé](#) cinq jeunes - parmi lesquels des mineurs - qui, selon leurs proches, étaient partis à la chasse dans les environs de Talataye, au nord-est du Mali, et n'avaient rien à voir avec les groupes djihadistes. Pour l'armée française, il s'agissait de « terroristes ». Mais elle n'a donné aucun élément permettant de le prouver.

« L'ENNEMI EST TOUJOURS LÀ, PLUS FORT QUE JAMAIS »

Enfin, Emmanuel Macron n'a pas remis en question la stratégie des « opérations homo », adoptée et assumée avant lui par François Hollande. Celles-ci consistent à cibler ce que l'on appelle, dans les milieux militaires, des « high value target » (des chefs importants des groupes djihadistes), et à procéder à leur exécution, via des frappes ou des opérations au sol. Dans son livre paru en 2017, *Erreurs fatales* (Fayard), le journaliste Vincent Nouzille estimait à une quarantaine le nombre d'exécutions extrajudiciaires ainsi validées par Hollande.

Qu'en a-t-il été sous le quinquennat d'Emmanuel Macron ? Ces dernières années, l'armée française a tué plusieurs dizaines de chefs, parmi lesquels celui d'Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi), Abdelmalek Droukdel, et celui de la branche saharienne de la province ouest-africaine de l'État islamique (ISWAP), Adnane Abou Walid al-Sahraoui. Mais elle a échoué à « liquider » les deux plus influents : Hamadoun Kouffa, le chef de la katiba Macina, active dans le centre du Mali, et surtout Iyad ag-Ghaly, le « grand patron » des djihadistes sahéliens, qui est à la tête de la Jamā'at nuṣrat al-islām wal-muslimīn (JNIM), une coalition réunissant les principaux groupes de la zone liés à Al-Qaida.

« Cette stratégie n'a eu aucun effet », note D., un activiste malien des droits humains qui, au vu de l'ambiance actuelle au Mali, où la junte au pouvoir ne tolère aucun commentaire critique, a requis l'anonymat. « Combien de communiqués avons-nous lus, célébrant telle ou telle exécution ? poursuit-il. Combien de fois nous a-t-on dit que c'était un coup fatal porté à l'ennemi ? Pourtant, l'ennemi est toujours là, plus fort que jamais. »

Depuis 2017, les djihadistes n'ont cessé de gagner du terrain. Ils avaient commencé à mener des attaques dans le centre du Mali bien avant l'élection d'Emmanuel Macron. Ils ont continué après : dans le sud du Mali ; dans le nord du Burkina, puis dans l'est, et maintenant dans le sud ; dans l'ouest du Niger ; et désormais dans le nord du Bénin et de la Côte d'Ivoire. Selon l'ONG Acled (Armed conflict location & event data project), plus de 8 000 personnes - des civils essentiellement - ont été tuées au Mali, au Niger et au Burkina depuis 2013. Ce chiffre n'a cessé d'augmenter année après année, comme le révèlent les rapports trimestriels de la Minusma. L'armée française a elle aussi payé un lourd tribut dans cette zone : avant l'élection de 2017, 19 soldats étaient morts au Mali ; durant le quinquennat de Macron, 39 y ont perdu la vie.

FUITE EN AVANT

En dépit de cette dégradation, et alors que nombre de chercheurs pointaient du doigt les erreurs stratégiques de la France, Macron n'a pas changé de cap. Selon un conseiller à l'Élysée et le diplomate cité plus haut, il a tenté de trouver une porte de sortie, mais n'y est pas parvenu. En réalité, il attendait une victoire majeure qui n'est jamais arrivée. « Il a persisté dans l'erreur en croyant que le recours aux militaires réglerait tout, alors qu'eux-mêmes avaient alerté sur l'impasse d'une telle stratégie », souligne la chercheuse déjà citée. Pour elle, la faute en revient à sa méconnaissance du dossier, mais aussi à l'influence des « faucons » au sein des ministères des Armées et des Affaires étrangères. Elle en veut pour preuve le refus absolu de Paris de voir les Maliens entamer des négociations avec les djihadistes.

Depuis 2017, les autorités maliennes envisagent de négocier avec les chefs maliens des groupes djihadistes. Une option également défendue par des chercheurs, ainsi que par certains haut-responsables dans les autres pays de la sous-région (au

Burkina et au Niger notamment). La France s'y est toujours [fermement opposée](#). « *Cela nous a fait perdre plusieurs années*, déplore D., l'activiste malien cité plus haut. *Car à terme, tout le monde sait que le règlement de ce conflit passera par des négociations.* » D. ne comprend pas « *l'aveuglement* » de la France, et estime qu'il explique en partie la colère qui s'exprime depuis quelques mois contre la force Barkhane au Mali, au Niger et au Burkina – et plus généralement contre la France en Afrique de l'Ouest.

Il y a d'autres explications à ce rejet de la France dans ses anciennes colonies. Des observateurs déplorent notamment le ton « *paternaliste* » d'Emmanuel Macron et de ses ministres des Armées et des Affaires étrangères. Le président avait notamment choqué lors de son déplacement à Ouagadougou en novembre 2017, où il s'était (certes gentiment) moqué du président burkinabé, Roch Marc Christian Kaboré, lors d'une rencontre avec des étudiants. À cette occasion, il avait sèchement répondu à une étudiante qui l'interpellait sur le nombre important de soldats français dans la région. « *Ne venez pas me parler comme ça des soldats français. Vous ne devez qu'une chose, pour les soldats français : les applaudir* », lui avait-il [rétorqué](#).

Il avait également suscité une vague d'indignation en Afrique lorsqu'il avait littéralement convoqué les chefs d'État sahéliens à un sommet à Pau, en janvier 2020, dans le but affiché de les recadrer, alors que les [manifestations anti-françaises](#) se multipliaient.

« LE PRISME SÉCURITAIRE A FAIT OUBLIER LES ENJEUX DÉMOCRATIQUES »

Quant à Florence Parly et Jean-Yves Le Drian, ils ont tenu des propos sévères à l'égard des autorités maliennes issues du coup d'État de mai 2021. Le 1^{er} février dernier, devant les députés, le ministre des Affaires étrangères a notamment déclaré : « *Qu'est-ce que c'est que cette junte qui veut rester au pouvoir encore cinq ans après y avoir passé deux ans, après deux coups d'État successifs, et qui vient donner des leçons de Constitution ?* » Au Sahel, ces discours passent d'autant moins que la France continue de [soutenir la dynastie Déby](#) au Tchad, en dépit du coup d'État mené par le fils, Mahamat, après [la mort](#) du père, Idriss, en avril 2021, et qu'elle n'a jamais critiqué la dérive autoritaire de Mahamadou Issoufou au Niger ¹ .

« *Le prisme sécuritaire a fait oublier à la France les enjeux démocratiques*, déplore Ali Idrissa, une figure de la société civile au Niger, qui milite notamment au sein du collectif pro-démocratie Tournons la page. *La question des droits humains était déjà minorée sous Hollande, et Macron a continué sur la même voie. On laisse les régimes corrompus faire ce qu'ils veulent, s'en prendre aux libertés individuelles et collectives, au nom de la lutte antiterroriste. La France soutient les régimes forts au nom de la stabilité, mais elle a oublié que ces régimes sont aussi à la source des insurrections djihadistes.* »

Cette politique a désormais atteint ses limites. Le 17 février 2022, Emmanuel

Macron a été contraint d'annoncer le retrait de la force Barkhane et de la force Takuba du territoire malien : la junte au pouvoir à Bamako n'en voulait plus. Cette annonce sonne [le glas de l'opération Barkhane](#), qui pliera bientôt bagage sur un constat d'échec. Selon un [rapport](#) de la Cour des comptes de février 2021, les opérations militaires françaises dans la zone saharo-sahélienne ont coûté un milliard d'euros par an au budget de l'État.

QUAND L'AFD SE MET AU SERVICE DES MILITAIRES

Depuis quelques années, l'Agence française de développement (AFD), qui a désormais la main sur l'aide publique au développement (APD), est en pleine mutation. Entre autres nouveautés, l'agence a entrepris un rapprochement avec l'armée. Si celui-ci a été initié à la fin du quinquennat de François Hollande, c'est durant celui d'Emmanuel Macron qu'il s'est concrétisé, sous la houlette de Rémi Rioux, un proche du président nommé directeur général de l'agence en juin 2016 et reconduit en mai 2019.

Interrogé par les députés le 22 mai 2019, Rioux a [expliqué](#) avoir « souhaité dès [son] arrivée à la tête de l'AFD aller beaucoup plus loin pour ce qui concerne la sécurité et le développement avec l'état-major des armées ». Objectif affiché : soutenir les opérations militaires de l'armée française en développant des projets dans les zones où elle intervient. Cette collaboration s'est matérialisée par l'échange d'agents de liaison (un officier est détaché au sein de l'agence, et un agent de l'AFD est en poste au PC de l'opération Barkhane, à N'Djamena), par la mise en place de réunions mensuelles au Quai d'Orsay rassemblant diplomates, acteurs du développement et militaires, et par la conception de programmes communs. Une révolution dans le monde des « développeurs », où la chose militaire est souvent regardée avec circonspection, voire méfiance.

En avril 2020, toujours [devant les députés](#), Rioux expliquait que « le Sahel reste au cœur de nos activités et de notre mandat ». Entre 2012 et 2020, l'AFD a ainsi dépensé la somme de 5,3 milliards d'euros au Sahel, selon un [rapport](#) parlementaire. Un montant à relativiser : le site indépendant [Disclose](#) a notamment révélé qu'une partie de cette somme avait servi à équiper les armées sahéniennes en blindés – français évidemment.

« Nous travaillons notamment sur de la programmation et de la cartographie conjointe entre les opérations de sécurité et les opérations de développement, notamment dans les zones d'endiguement et dans les zones de prévention, poursuivait Rioux à l'Assemblée nationale. Nous essayons, sur les différents aspects (développement, sécurité intérieure, défense, diplomatie) d'emmener le maximum d'acteurs pour davantage d'actions sur le terrain, et nos dispositifs de coordination entre l'AFD et l'État-major des armées (EMA) fonctionnent. (...)

J'ai vu récemment le chef d'État-major des armées, (CEMA) François Lecointre, qui était, je crois, satisfait. »

Et pour cause ! Du côté de l'armée, c'est « tout bénéf ». Pour l'état-major, l'argent du développement doit en effet servir les intérêts militaires, et permettre de [« gagner les cœurs et les esprits »](#). Mais chez les acteurs du développement, cette étroite collaboration fait grincer des dents. « *Ce n'est pas simple*, notait un cadre de l'AFD il y a quelques années. *Ces deux milieux n'ont pas la même culture. Les acteurs du développement doivent penser au temps long, quand les militaires pensent au temps court* ». Surtout, insiste aujourd'hui un autre cadre de l'agence, le fait de « *mélanger* » aide au développement et opérations militaires « *dessert* » la cause des premiers et « *sème le doute* » auprès des populations locales quant à leurs réelles intentions. Cette méthode n'a en outre donné « *aucun résultat concret* », estime cette source.

RÉMI CARAYOL

Journaliste. Il a fondé deux journaux papier dans l'archipel des Comores (Kashkazi, Upanga) avant de rejoindre la... **(suite)**

Les articles présentés sur notre site sont soumis au droit d'auteur. Si vous souhaitez reproduire ou traduire un article d'Afrique XXI, [merci de nous contacter préalablement](#) pour obtenir l'autorisation de(s) auteur.e.s.

¹ On peut ajouter, dans cette liste des soutiens affichés aux régimes autoritaires, l'Égypte d'Abdel Fattah al-Sissi, le Cameroun de Paul Biya, le Congo de Denis Sassou Nguesso ou encore l'Arabie Saoudite...